



ERADICATING POVERTY

in all its forms and dimensions



CONVENTION OF INDEPENDENT FINANCIAL ADVISORS

A Non-Governmental Organization in general consultative status with the
Economic and Social Council of the United Nations

www.cifango.org

SOMMAIRE

| | | |
|--------------|---|---|
| 3 | EDITORIAL | Nul n'est à l'abri du crime organisé! <i>François Meylan, Meylan Finance Sàrl, Membre du GSCGI</i> |
| 4-5 | SPONSOR DE MAI 2017 | ERADICATING POVERTY in all its forms and dimensions <i>CIFA, Convention of Independent Financial Advisors</i> |
| 6-8 | LES MEMBRES DU GSCGI | FECIF informs... <i>FECIF elects team and gets ready for a regulatory tsunami; NewsFlash 40, 39 & 38/2017</i> // CIFA informs... <i>XVth International Forum 2017 — TRUSTING 10</i> |
| 9-10 | JURISTES, FISCALISTES & JURISPRUDENCE | Régulation des marchés financiers en Suisse et en Chine... <i>CDBF</i> La commission a pratiquement achevé l'examen de la LSFIn <i>Parlement</i> |
| 11 | ASSURANCE PROFESSIONNELLE | Exemple de Sinistres: <i>pas de cas de sinistre à signaler</i> |
| 12-15 | ANALYSES & PLACEMENTS | De ce nouvel acteur: le "Crowdfunding" <i>Céline Mahinc, Gérante Fondatrice, Eden Finances</i> / La Fed relève les taux courts et... <i>SYZ Asset Management</i> |
| 16-17 | LE COIN TECHNIQUE | Eurostoxx50: a very bullish picture! <i>B.Estier, BEST — Gold, a reflationary asset with a defensive bias</i> <i>J.F.Owczarczak, MJT</i> |
| 18-19 | IN GLOBO | <i>various by CFB & Année record quant au nombre de communications reçues par le MROS</i> |
| 20-21 | GLOBAL EVENTS & AGENDA OF GSCGI'S MONTHLY CONFERENCES | CIFA International Forum, Monaco <i>(May 30 - June 1, 2017)</i> GSCGI/ZH — Der Reverse-Convertible: Ein andauernder Erfolg! <i>9 May 2017, Patrick Oberbaensli ... CORNER, Membre Partenaire du GSCGI</i> |
| 22-23 | LA RÉUNION MENSUELLE DU GSCGI | 2017, April 28 — Geneva: Le reverse convertible: un succès persistant (Evolids & CORNER Banca) <i>...article de Cosima F. Barone</i> |
| 24 | BOOK REVIEW | MARTIN LUTHER: Renegade and Prophet, <i>by Lyndal Roper</i> |
| 25 | CLIN D'OEIL À L'HISTOIRE LA PAROLE EST À VOUS | FRANCE: Emmanuel Macron, l'homme providentiel 'en marche'? <i>... Cosima F. Barone, FINARC SA</i> |
| 26 | SPONSOR DE MAI 2017 | CIFA — www.cifango.org |

Editeur: G S C G I

Secrétariat Général:
3, Rue du Vieux-Colège
Case Postale 3255
CH - 1211 Genève 3
Tél. +41 (0) 22 317 11 22
secretariat@gscgi.ch

Zürich: sekretariat@svuf.ch
c/o Findling Grey AG - Tél. +41 (0) 43 819 4243
Riesbachstrasse 57, CH - 8008 Zürich

Lugano: segreteria@gscgi.ch
c/o Phoenix Investment Managers - Tél. +41 (0) 91 923 4477
Via Maderno 10, CH - 6900 Lugano

*Advisory Committee Director,
Maquette & Réalisation:
Cosima F. Barone
www.finarc.ch
c.barone@finarc.ch*

ÉDITORIAL

Nul n'est à l'abri du crime organisé!

...article de François Meylan, Meylan Finance Sàrl, Membre du GSCGI

Le 7 avril, la Tribune de Genève – tout comme «20 minutes», la RTS ou encore Swissinfo – nous apprenait que pas moins de vingt millions de francs en biens immobiliers et en cash avaient été saisis au Tessin. Le tout «appartiendrait» à une fratrie de la Camorra napolitaine. Sur ce coup, c'est la BSI, la vénérable banque de Lugano fondée en 1873, qui est concernée. Inutile d'imaginer combien il doit être désagréable, quand on est banquier ou encore intermédiaire financier, de se trouver sous les projecteurs de l'actualité pour pareils faits. L'automne dernier, j'évoquais, dans un article paru dans le «FOCUS PME» la mise en danger de notre système libéral que génèrent les organisations criminelles et la nécessité d'une révision du Code pénal en profondeur. Je revenais alors de Corleone – en Sicile, au sud de Palerme, fief des derniers parrains emprisonnés ou décédés tels que Bernardo Provenzano ou Totó Rina – commanditaire de l'assassinat des juges Giovanni Falcone et Paolo Borsellino. Cette ville de moins de douze mille habitants, également mise en lumière par le biais de la saga de Francis Ford Coppola le «Parrain», abrite l'incontournable Centre International de Documentation sur la Mafia et Mouvement Antimafia (C.I.D.M.A.). Ses spécialistes sont unanimes. Cosa Nostra n'a rien perdu de sa puissance d'antan ni de ses ramifications. Ce serait même le contraire. Le «pizzo» – le fameux racket des commerçants et entrepreneurs – n'occupe plus qu'une place secondaire en Sicile. Même si on estime qu'environ 80% de l'île le subit. Aujourd'hui, en plus de la prostitution et des trafics en tous genres, la mafia infiltre les marchés dits légaux. Comme les marchés publics, tels que les grandes infrastructures et le secteur privé. En 2013, trois ans d'enquêtes de la Direction anti-mafia ont permis à la justice italienne de saisir 1,3 milliards d'euros d'actifs du numéro un italien de l'énergie éolienne.

Le 29 mars 2017, je suis reçu au Palazzo D'Orleans (Palais d'Orleans), à Palerme, par Rosario Crocetta. Elu, en 2011, à la plus haute fonction celle de Président de la région Sicile – plus de cinq millions d'habitants. Au cours d'un entretien passionnant mais sous haute protection, le magistrat Crocetta me détaille l'arsenal judiciaire qu'il a à disposition. Aussi,

il déplore que l'Europe, dans son ensemble, ait un temps, voire plusieurs temps de retard. Pragmatique et travailleur infatigable, il a fait le vœu de moderniser la Sicile. Il insiste sur l'importance de la loi Pio La Torre. Du nom de l'homme politique et dirigeant du Parti communiste italien, assassiné le 30 avril 1982, cette première disposition Antimafia a introduit un nouveau type de crime dans le système judiciaire italien. Celui de la conspiration mafieuse avec la possibilité pour les tribunaux de saisir et de confisquer le patrimoine des individus appartenant à un réseau mafieux. L'action se veut préventive et efficace. Au lieu d'attendre que le crime ait été commis pour intervenir. Rosario Crocetta, qui fut également député européen de juillet 2009 à décembre 2012, déplore que la communauté internationale ne s'en inspire pas. Quant à son propre avenir, âgé de 66 ans, il plaisante en faisant remarquer qu'il a déjà gagné huit ans de longévité depuis sa condamnation à mort par Cosa Nostra, en 2009. Il rappelle aussi que ses deux prédécesseurs sont tous deux sortis par la petite porte, inculpés qu'ils étaient de corruption.

Pour sa part, le journaliste italien Roberto Saviano, auteur de «Gomorra», livrait, il y a deux ans, à la RTS son analyse sur la présence de la mafia italienne dans notre pays: «*La Suisse est accueillante pour toutes les mafias. La mafia italienne se remarque peut-être plus car elle importe la cocaïne tandis que les Russes et les Ukrainiens y déposent leur argent et investissent*». Et si l'activité criminelle sur territoire suisse reste discrète – «il n'y a pas de juges, de journalistes ni de prêtres assassinés» – il existe une présence physique de la mafia, assure-t-il. Le calme régnant sur le territoire helvétique est lié à une volonté d'éviter les remous. La Suisse serait une sorte de zone franche pour le crime organisé. Ce que confirmait le procureur général de la Confédération Michael Lauber, en avril 2014, dans une interview au Tages-Anzeiger: «*Il y a en Suisse des indices quant à la présence de mafiosi*». Quant au peu de poursuites dans ce domaine, le procureur explique que la Suisse apprend ce que l'Italie sait déjà, à savoir l'importance de la coordination de l'information. Sans aucun doute, la lutte va s'intensifier. Et nous, intermédiaires financiers, serions bien avisés de rester vigilants!



ERADICATING POVERTY IN ALL ITS FORMS AND DIMENSIONS



A Non-Governmental Organization in general consultative status
with the Economic and Social Council of the United Nations

ERADICATING POVERTY in all its forms and dimensions through promoting sustainable development, expanding opportunities and addressing related challenges

“CIFA ECOSOC WRITTEN STATEMENT 2017”

Headquartered in Geneva, CIFA, a non-profit Swiss foundation created in 2001 at the initiative of a group of financial advisors, aims to protect the consumer/investor's rights and privacy and defend the interests of independent financial advisors at national and international level. It has been reclassified to General Consultative status with ECOSOC since 2015.

At CIFA, we are committed to achieving the goals of the United Nations, promoting global peace, security and prosperity, as well as the Sustainable Development Goals, including: “Eradicating poverty in all its forms and dimensions through promoting sustainable development, expanding opportunities and addressing related challenges”.

The deliberations of CIFA consecutive Forums have outlined the urgency for governments and civil society to reform the current financial system before it leads to a worldwide economic collapse and another recession. Participants recognized that if no concrete solutions were applied soon, it would increase tensions between the regions of the world, and create a context propitious to more conflicts.

Over the past year, CIFA improved cooperation amongst nations and inspired financial and economic leaders and practitioners in searching for innovative solutions to current economic and financial challenges. Since its accreditation by the ECOSOC, all CIFA's annual reports and proposals underlined the importance to involve more closely the private sector in the implementation of MDGs and of the UN Development Agenda. As an example, the 10 December 2013 meeting between CIFA and the Forum of Small States (FOSS) exchanged views on closer private sector partnerships, including investor-friendly policies, which would help implement the future SDGs and 2030 Agenda. This new approach was translated in

SDG#17 and it also became part of the 2030 Agenda. The 21 October 2015 General Assembly resolution (A/RES/70/1) acknowledged such partnership role for the private sector and for civil society organizations in the SDG implementation (paragraph 41), which was again reiterated in the recent 2016 ECOSOC resolution of its High Level Segment (E/HLS/2016/1 para 15). The August 2015 FFD conclusions in Addis Abbaba also recognized as a priority the need for a worldwide consensus on taxation, and the importance of involving the private sector and CSOs in Agenda 2030.

Through CIFA's Forums, its “White Book” research, projects, and other activities we make substantive and sustained contributions to achieving the objectives and 2030 Agenda of the United Nations. CIFA is committed to achieving the SDG's of the United Nations, promoting global peace, security and creation of wealth, as well as the Sustainable Development Goals, including “**Eradication of extreme poverty**”, “**Ensuring Environmental Sustainability**,” and “**look at opportunities and challenges**”.

CIFA's work “*is broadly representative of major segments of society in a large number of countries in different regions of the world*”. CIFA, with its core principles of defending the investor's rights, is the only NGO addressing poverty and all the segments of the economy, be it developed, in development or not developed, in a constructive, wealth creating sustainable approach.

To protect the fundamental rights of citizens/investors worldwide, to put finance back at the service of the general investor or savers, and not only in favor of a few selected speculators, CIFA, has every year convened a Forum, in association with more than 70 National Associations and International Federations representing approximately 750,000 Financial Intermediaries across the world. In

ERADICATING POVERTY IN ALL ITS FORMS AND DIMENSIONS

order to implement the Goal 17 of the UN Agenda, CIFA marshals the support and collaboration from numerous other professional federations and associations.

CIFA is proud to work closely in cooperation with the Conference on Trade and Development (UNCTAD), the UN Alliance of Civilizations (UNAOC), the UN 66 and 67 GA Presidency, the Department of Public Information (DPI), the UN Global Compact Office, the Office on Drugs and Crime (UNODC) and the World Summit on Information Society. As a result, CIFA has substantially expanded its projects and programs, which in turn has increased its scope and influence. Today, more than ever, CIFA has become a pioneer and leader in the areas of reforming the world economic and financial systems.

CIFA understands that the SDGs can only be achieved if there is sufficient wealth creation to finance them. CIFA is the defender of the idea to create an appropriate economic environment that will encourage such new wealth creation. CIFA is also aware that the world economic and financial situation has drastically changed since the creation of the SDGs and it perceives some significant changes required in **addressing related challenges** and in the approach to achieve them.

In particular, there is an urgency to **expand opportunities** and to create a climate favourable to new investments and targeting job creation for future generations. For this purpose, CIFA participants have proposed various tools and approaches to improve the controls and monitoring of the world financial markets, in order to avoid abuses, unfair losses for investors, corruptions and disruptions in the global markets.

CIFA supports the Addis FFD consensus on taxation if it can translate in a more investor-friendly context worldwide, instead of the current fiscal excesses observed recently, where some States are proposing an ever higher tax burden for its citizens, while other States are lowering their corporate taxes to unseen levels in decades. These cross-currents lead to more confusion and insecurity for investors worldwide. In considering the 2030 UN Agenda, it is necessary to ensure more harmony and stability in our new economic order, as a basic step in the implementation and **promotion of sustainable development**.

CIFA actively defends the **Charter of Investors'**

Rights, which advocates the freedom and security for investors. That way, private investors can become the motor supporting job creation and creativity in a free entrepreneurial environment. To bring back a positive outlook for the young generation they need to be able to use and develop, with a maximum of freedom, their creativity and education. Without discouraging administrative restraints or regulations, young people must be given the tools, skills and readiness to take risk to promote new ideas, innovation and job creation.

Furthermore, CIFA promotes the idea that the Forum of Small States (FOSS), developing, landlocked countries, and small islands need excellence in financial advice as a condition for protection of consumers. This will, in turn, help emerging economies to adopt standards of accountability, transparency, and integrity. That way, they can become valid partners in global financial market.

CIFA also considers the inter-linkages of all the SDG's 17 Goals in its annual work plan, and puts forward the following recommendations:

1. Calls for an open, rule-based trading and financial system, more generous aid to countries committed to poverty reduction, and relief for the debt problems of developing countries. The political, fiscal and economic environment must become and remain investor-friendly.
2. Draws attention to the problems of the least developed countries and of landlocked countries and small islands as well as developing states, which have greater difficulty competing in the global economy.
3. Calls for cooperation with the private sector to address the youth unemployment, ensure access to affordable, essential drugs, and make available the benefits of new technology.

Over the past year, CIFA improved cooperation amongst nations and inspired financial and economic leaders and practitioners in **expanding opportunities** and searching for innovative solutions to current economic and financial challenges.

In the context of **promoting Sustainable Development**, CIFA encourages the creation of an appropriate economic framework, where the SDGs can be more efficiently achieved. When a positive environment for wealth



Lire la suite en page 26

LES MEMBRES DU GSCGI

Networking & la Vie de nos Collègues d'ailleurs

FECIF informs...

Caterina Vidal | Senior Consultant
Cattaneo Zanetto & Co. | Rome | Milan | Brussels
www.cattaneozanetto.it



DAVID CHARLET
FECIF's
Chairman of the Board
www.fecif.org



JIRÍ ŠINDELÁŘ
FECIF's
Vice-Chairman



VINCENT J. DERUDDER
HONORARY CHAIRMAN
AND PRESIDENT OF THE
CONSULTATIVE COMMITTEE



GSCGI
is Member of
FECIF's Board

PRESS RELEASE: **FECIF elects team and gets ready for a regulatory tsunami**

A number of changes have recently taken place in the FECIF Executive, as it prepares and assists its members, who will be facing a raft of EU regulations that are about to hit the financial advisory sector within 12 months. FECIF (*European Federation of Financial Intermediaries and Advisers*) is a Brussels-based non-profit organization.

David Charlet has become the new Chairman, having previously been Vice-Chairman; that role has been taken up by Jiří Šindelář.

Johannes Muschik was formerly the FECIF Chairman and part of the Executive team for 6 years but, due to work commitments in Austria, was unable to stand again – although he will continue to head up FECIF's work on the IDD (*Insurance Distribution Directive*). Mr Muschik is the Chairman of AFPA, the Austrian Financial & Insurance Professionals Association.

In addition to his FECIF role, Mr. Charlet is the President of ANACOFI, the major French national association for financial advisors and intermediaries that he helped to found in 2004.

«I'm very proud to be responsible once again for the representation of European Financial Advisors and Intermediaries», Mr. Charlet stated. «The challenge is both exciting and huge, considering the entrance into force of many fundamental regulations next year – not least MiFID II, the IDD and PRIIPS. In addition, we will also have the impact and issues with regards to Brexit, alongside a tense atmosphere around most aspects of finance, all over Europe.» «I would like to thank the whole team at FECIF for their hard work over the last two years, in particular the successes gained in getting our point of view across to regulators and politicians. I promise to all advisors, national associations and trade bodies that I'll do my very best to ensure that the best solutions and regulatory implementations are gained for us all, and for our economy, clients, individuals and firms.»

Mr Šindelář is Chairman of USFCR, the main Czech association for advisers, based in Prague. Recently he has been Project Manager for FECIF's unique research project and integral to the production of the resulting, soon-to-be-finalised, "White Book". This will provide the only contemporary, wide-ranging data on the advisory market across Europe.

These changes took place at FECIF's AGM in Vienna, where Paul Stanfield was voted in for a second three-year term as the Federations' Secretary General. In addition, Mr Stanfield has been the CEO of FEIFA since its launch in August 2009 and will also continue in that role, combining the two responsibilities.

Kevin Mudd was also voted in for a further term as FECIF's Treasurer, a role that he has held for many years.

The Federation was founded as far back as 1999 and represents almost 250,000 advisers and intermediaries across Europe and over 600,000 individuals in total, when administrative and back-room staff are included.

FECIF NewsFlash 40/2017 — EIOPA: Report on Thematic review on monetary incentives and remuneration between providers of asset management services and insurance undertakings

Executive Summary — The European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA) published today a Thematic Review on consumer protection issues in the unit-linked market due to business interlinkages between providers of asset management services and insurance undertakings.

...cont'd on page 7

LES MEMBRES DU GSCGI

Caterina Vidal | Senior Consultant
Cattaneo Zanetto & Co. | Rome | Milan | Brussels
www.cattaneozanetto.it

Networking & la Vie de nos Collègues d'ailleurs

...cont'd from page 6

Analysis — EIOPA has highlighted in its previous Consumer Trends Reports the potential conflicts of interest created in unit-linked products by monetary incentives and remuneration paid to the insurance undertakings by asset managers. To fulfil its mission and in line with its strategy towards a comprehensive risk-based and preventive framework for conduct of business supervision, EIOPA, in close cooperation with the National Competent Authorities, carried out this European Union-wide Thematic Review with the objective to assess the possible sources of potential consumer detriment in more detail. The results of the Thematic Review can be summarised as follows:

- Payments between asset managers and insurance undertakings are widespread: 81% of participating insurance undertakings received monetary incentives and remuneration from asset managers.
- The payments in the Review sample totalled 3.7bn EUR in 2015. The estimate for the entire market is 5.2bn EUR.
- Around 70% of participating insurance undertakings do not disclose to policyholders the monetary incentives and remuneration received.
- Around 60% of participating insurance undertakings retained the monetary incentives and remuneration received.
- Insurance undertakings invest a significant proportion of unit-linked assets in funds that pay higher levels of monetary incentives and remuneration.
- Insurance undertakings typically have general policies in place to ensure they act in the best interests of customers, with specific reference made to conflicts of interest. However, the implementation of these policies varies significantly.
- The selection of asset managers and investments is in some cases constrained by existing business relations with asset managers and not following proper governance processes.

The Thematic Review provides an insight into how the unit-linked market is developing: where risks for consumers are emerging; the root causes of the risks; the possible scale of the risks; and final impacts for consumers. The results are based on information about the existence, magnitude and structure of monetary incentives and remuneration gathered from 218 insurance undertakings operating in 28 Member States from across the European Economic Area. In addition, evidence was gathered on how insurance undertakings structure their unit-linked products, and which measures they take to address conflicts of interest and to act in the best interests of customers. The sample of participating insurance undertakings represents around 70% of the unit-linked market, measured by assets under management.

Sources — *The Report is available upon request to either FECIF or GSCGI.*

FECIF NewsFlash 39/2017 — ESAs: Spring Report on risks and vulnerabilities in the European Union's financial system

Executive Summary — The Joint Committee of the European Supervisory Authorities (EBA, EIOPA and ESMA - ESAs) has published its spring 2017 Report on risks and vulnerabilities in the European Union's financial system.

Analysis — The Report highlights the risks to the stability of the European financial sector in an environment subject to political and economic uncertainties. In particular, the protracted period of low profitability of banks and the difficulties faced by insurers to generate adequate returns to meet long-term liabilities in a low growth and low-yield environment remains a major challenge. In addition, the steepening of the yield curve may benefit earnings across all sectors but it also raises valuation concerns and, in the short term, may not be sufficient to alleviate the low profitability concerns. The Report also highlights the high valuation risk linked to search for yield strategies and repricing of risk premia. Rising operational risks related to information and communication technologies are increasingly requiring supervisory attention.

Sources — *The Report is available upon request to either FECIF or GSCGI.*

* * *

FECIF NewsFlash 38/2017 — PRIIPs Delegated Regulation: Publication in the Official Journal

Executive Summary — The Commission Delegated Regulation (EU) 2017/653 of 8 March 2017 supplementing Regulation (EU) No 1286/2014 of the European Parliament and of the Council on key information documents for packaged retail and insurance-based investment products (PRIIPs) by laying down regulatory technical standards with regard to the presentation, content, review and revision of key information documents and the conditions for fulfilling the requirement to provide such documents has been published in the Official Journal. This Regulation shall enter into force on the twentieth day following that of its publication in the Official Journal of the European Union. It shall apply from 1 January 2018. Article 14(2) shall apply until 31 December 2019. This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Sources — *The text is available upon request to either FECIF or GSCGI.*

LES MEMBRES DU GSCGI

Networking & la Vie de nos Collègues d'ailleurs

CIFA informs...



CIFA's XVth International Forum

May 30-June 1, 2017

Hotel Hermitage — Monaco

www.cifango.org

New format: 'on invitation only'

Contact: Kevin Roulet, Chief Forum Coordinator, at...
kroulet@cifango.org

JURISTES, FISCALISTES & JURISPRUDENCE

Régulation des marchés financiers en Suisse et en Chine: financement obtenu

...article de Christian Bovet, <https://www.cdbf.ch>



UNIGE-Renmin Joint Fund

University of Geneva - Renmin University



Regulating banking and financial sector in China and Switzerland

Exchanges of views on the banking and financial sector between China and Switzerland are of special significance.

This is for instance established by the fourth round of the financial dialogue between the two countries which took place on November 24, 2016 in Geneva; high-ranking representatives of the financial market authorities and the central banks insisted on the expansion of bilateral cooperation in this field.

At the academic level, this important cooperation could first be realized thanks to scholarly exchanges.

Professor Christian BOVET, the former dean of the law faculty of Université de Genève, has been very much involved in developing the contacts between the two Universities.

In the fall 2015, Prof. GUO Rui, associate professor at Renmin University of China School of Law («RUC»), visited the University of Geneva.

Prof. THEVENOZ, who also serves as the Geneva's Centre for Banking and Financial Law's executive director, is willing to offer a course on banking law to RUC students.

The project will also organize a joint conference.

Teaching and scientific exchange of views would then naturally lead to joint research projects.

Participants:

➔ **UNIGE Faculty of Law**

Prof. Christian Bovet

Prof. Luc Thévenoz

➔ **Renmin School of Law**

Prof. GUO Rui

Read more ...

<http://renmin.unige-cofunds.ch/projetsarchives/regulating-banking-and-financial-sector-in-china-and-switzerland/>



...cont'd on page 10

JURISTES, FISCALISTES & JURISPRUDENCE

La commission a pratiquement achevé l'examen de la LSFIn

...Presse Release du Parlement, 5 avril 2017

La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-N) a poursuivi la discussion par article de la loi sur les services financiers (LSFin, 15.073). Elle s'est largement ralliée aux décisions du Conseil des Etats, même si plusieurs points ont suscité des controverses et donné lieu à des propositions de minorité.

La commission s'est tout d'abord penchée sur la question encore en suspens de l'assujettissement des assureurs: à l'instar du Conseil des Etats, elle propose, par 16 voix contre 7, d'exclure ces derniers du champ d'application de la LSFIn et de régler leur cas ultérieurement dans le cadre d'une révision de la loi sur la surveillance des assurances (LSA).

Par 18 voix contre 6, la commission a rejeté une proposition portant sur l'art. 28 qui prévoyait que les prestataires de services financiers pouvaient accepter des rémunérations de la part de tiers uniquement si celles-ci étaient entièrement transférées aux clients. Elle a également rejeté, par 15 voix contre 8, une proposition visant à biffer la totalité du chapitre consacré au registre des conseillers (art. 30 à 36).

Pour ce qui est des quatre thèmes ci-après, les propositions de la CER-N divergent des décisions prises par le Conseil des Etats. La majorité de la commission veut assouplir les conditions régissant l'obligation d'établir un prospectus: elle souhaite ainsi relever à 500 le nombre d'investisseurs à partir duquel la publication d'un prospectus s'impose et fixer à 2,5 millions de francs – au lieu des 100000 francs prévus dans le projet – la valeur totale, calculée sur une période de douze mois, à partir de laquelle les offres au public doivent faire l'objet d'un prospectus. En principe, aucun prospectus ne devrait non plus être exigé pour des

participations détenues par des travailleurs. La majorité de la commission souhaite en outre alléger les dispositions relatives au régime de la responsabilité (art.72): c'est au producteur et à lui seul que doit incomber la responsabilité des dommages causés par de fausses indications diffusées au moyen d'un prospectus ou de communications semblables; en outre, la responsabilité concernant des informations inexacts figurant dans la feuille d'information de base doit être limitée, comme c'est déjà le cas pour le résumé. La CER-N a approuvé une proposition en ce sens par 17 voix contre 5. Par ailleurs, la majorité de la commission propose, respectivement par 16 voix contre 6 et 17 voix contre 6, de réduire les peines prévues dans les dispositions pénales (art. 92 et art. 93). Par 16 voix contre 7, elle propose de compléter l'art. 40a du code des obligations figurant en annexe de la LSFIn de sorte que le droit de révocation ne s'applique pas non plus aux contrats portant sur des prestations bancaires ou financières, ni aux instruments financiers.

Enfin, la majorité – se ralliant une nouvelle fois au Conseil des Etats – s'est opposée, par 17 voix contre 6, à l'intégration d'un nouvel art.114a dans le code de procédure civile, article qui aurait libéré les clients privés de l'obligation, en qualité de demandeurs, de verser une avance de frais ou des sûretés en garantie des dépens du prestataire de services défendeur et qui aurait permis au tribunal de répartir les frais selon sa libre appréciation.

Lors de sa séance des 19 et 20 juin, la commission réglera les dernières questions encore en suspens concernant la LSFIn, avant de se consacrer à l'examen de la loi sur les établissements financiers (LEFin), qui fait également partie du projet. L'objet devrait être traité à la session d'automne 2017.

Lien URL... <https://www.parlament.ch/press-releases/Pages/mm-wak-n-2017-04-05.aspx>

**LE GSCGI A ÉTÉ CONSULTÉ PAR LA CER-N ET INVITÉ À S'EXPRIMER
SUR LES LOIS LSFIn-LEFin LORS DE LA SÉANCE DU 23 JANVIER 2017 À BERNE.
LE GROUPEMENT EN DEBATTRA AVEC SES MEMBRES LORS DE
SON ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 18 MAI 2017.
NOUS VOUS Y ATTENDONS NOMBREUX!**

ASSURANCE PROFESSIONNELLE

Exemple de Sinistres

**Pas de cas de sinistre
à signaler
dans cette édition.**

* * *

Assurance Cadre Responsabilité Civile ... *pour les Membres du GSCGI*

Le GSCGI offre à ses membres une couverture cadre d'assurance exclusive, négociée avec les assureurs AXA et Liberty. Ces deux assureurs seront nos partenaires exclusifs autorisés à présenter les couvertures des trois risques précités aux conditions préférentielles pour nos membres.

Ces couvertures étendues et complètes — **Responsabilité civile professionnelle (RCPI); Responsabilité des dirigeants (D&O); Assurance Fraude (FR)** — offrent une sécurité accrue aux gérants dans leur activité quotidienne. L'assurance professionnelle met les professionnels à l'abri de situations inattendues et génératrices de conséquences financières parfois dévastatrices, comme celle évoquée plus haut.

Vous retrouverez d'autres exemples de sinistres dans les prochaines éditions du WealthGram.

Pratiquement, les membres pourront s'adresser au Secrétariat du GSCGI, ou à la Commission Assurances, pour obtenir tous les renseignements.

Un formulaire spécifique du GSCGI a été édité pour obtenir les offres des assureurs, il figurera sur le site web du Groupement et sera donc à disposition des membres. Il devra être rempli par le gérant pour demander les offres avec la preuve de sa qualité de membre et envoyer confidentiellement au courtier. Le GSCGI n'aura pas accès à ces informations.

ANALYSES & PLACEMENTS

De ce nouvel acteur: le “Crowdfunding”

Historiquement, on peut considérer que Joseph Pulitzer a inauguré en 1884 le premier projet de crowdfunding, lorsque, via la parution de son quotidien «*New York World*», il demanda au peuple américain d'effectuer des dons financiers afin que la construction du piédestal de la Statue de la Liberté puisse être finalisée. Plus de 125.000 personnes y contribuèrent et Pulitzer leva plus de 100.000\$ en 6 mois. Depuis, cette méthode a connu un succès fulgurant et une évolution importante, sa destination naturelle et originelle se basant sur la recherche de financements à titre gratuit (actions en mécénat ou dans l'humanitaire).

Il y a encore moins de cinq ans, le ‘crowdfunding’ était considéré par de nombreux professionnels du financement comme un épiphénomène qui ne devait pas impacter significativement les modes de financement de l'économie, ne représentant que l'épaisseur infime du trait sur le livre des grandes masses financières. Aujourd'hui, le trait s'épaissit: **le marché du crowdfunding représente en 2015 près de 9 mds€ dans le monde, et de 3 mds€ en Europe.** Surtout, la croissance du marché en termes de montants atteint un rythme annuel de près de 150% depuis 2012. Car le ‘crowdfunding’ est un mode de financement dont la croissance est à l'image des transformations structurelles de nos économies. L'industrie du ‘crowdfunding’ a su bénéficier à la fois de la transformation numérique de nos économies et des conséquences négatives fortes issues de la crise financière sur le financement de l'économie:

— D'un côté, le développement d'internet a conduit à **l'émergence d'un nouveau phénomène de société** que sont les réseaux sociaux, permettant échanges d'idées et transmission rapide de l'information. A mesure du développement des technologies et de la sécurisation des données qui y sont échangées, il a aussi très fortement modifié les modes de consommation et de gestion financière des individus avec la multiplication des sites de e-commerce et de banque/assurance en ligne.

— De l'autre, la crise financière de 2008, qui s'est transformée en profonde crise économique, a conduit à une minoration dans la distribution de crédits par les banques

et à une modification de leur appréhension du risque. Elle a également figé l'investisseur particulier dans une aversion aux risques des marchés financiers. Dans ce contexte, les PME ont pour principale **priorité la diversification de leurs sources de financement.** Elles sont également demandeuses de solutions plus adaptées en termes de condition d'accès à ces financements et de réponses à ce qu'elles ont besoin de faire financer. La crise financière a également conduit à la baisse des taux de rendement des produits d'épargne et, les épargnants ont la volonté de placer leur argent dans «l'économie réelle», mais pas en bourse; d'effectuer des investissements rentables et créateurs de richesse; ils sont sensibles à l'utilisation qui est faite de leur argent.

Le ‘crowdfunding’ s'adresse à tous les secteurs d'activité, et quasiment à tous les types d'entreprises, ‘start-ups’ et PME, voir même certaines ETI, qui y voient une source complémentaire de financement avec certains avantages uniques, ainsi favorisés par la conjonction des différentes évolutions culturelles et conjoncturelles:

— En raccourcissant les circuits de production et distribution de crédit ou de (re)financement en fonds propres, le ‘crowdfunding’ peut **augmenter l'efficacité de la chaîne de financement.** Concernant l'activité de prêt, le ‘lending’, la communauté de prêteurs peut être mobilisée sous une dizaine de jours. Le financement d'un projet peut donc aboutir dans le mois suivant la demande. En matière de financement en capital, «l'equity», un dossier solide présenté à une plateforme peut conduire à une levée de fonds dans les 3 à 6 mois quand il faut compter 9 à 12 mois pour les investisseurs historiques.



CÉLINE MAHINC
GÉRANTE FONDATRICE
EDEN FINANCES



ANALYSES & PLACEMENTS

De ce nouvel acteur: le “Crowdfunding”

— En rendant «éligibles» au financement l’immatériel, le besoin en fond de roulement, le refinancement de fonds propres, ... le ‘crowdfunding’ se positionne bien aux côtés des chefs d’entreprises, **novateur et entrepreneur**.

— Surtout, en finançant essentiellement des projets d’investissement de TPE et de PME, le ‘crowdfunding’, à montant égal investi, a un **impact sur la croissance et la création d’emploi** plus important que les autres modes de financement. A terme, dans la mesure où les montants apportés par le ‘crowdfunding’ deviendraient réellement significatifs, celui-ci devrait pouvoir permettre d’améliorer le financement de l’économie en nombre d’entreprises d’une part et en diversification de projets soutenus d’autre part. Certains espèrent même que le ‘crowdfunding’ puisse combler le fameux «equity gap», ou creux de financement, qui conduirait aujourd’hui à la disparition de nombreuses sociétés, faute de financement pour poursuivre leur développement d’activité pourtant prometteuse.

— Enfin, les avantages du ‘crowdfunding’ ne sont pas uniquement à évaluer en termes de solutions de financement. N’oublions pas que derrière le ‘crowdfunding’, il y a une foule, une communauté d’investisseurs avec une forte dimension affective dans la décision d’investissement. Autrement dit, le ‘crowdfunding’ est aussi une voie idéale pour **tester, sur le plus grand nombre, l’intérêt d’un projet, d’un produit, d’une idée**.

Ainsi importée des Etats Unis, **aujourd’hui l’utilisation du ‘crowdfunding’ a bien évolué!** La multiplication des montants et du nombre de projets financés a évidemment été de pair avec la multiplication du nombre d’acteurs, séduisant un nombre de plus en plus important d’internautes investisseurs.

Les principaux pays occidentaux mettent aujourd’hui en place des **régimes juridiques spécifiques au ‘crowdfunding’** pour permettre d’en favoriser le développement et surtout pour assurer au mieux la protection des épargnants et un minimum de transparence. La France, pionnière

en la matière avec la mise en place d’un cadre réglementaire spécifique à l’automne 2014, en ‘equity’ et en ‘lending’, a su ainsi en **favoriser en partie l’activité**. La réforme française a créé deux statuts spécifiques, soumis à l’attention et au contrôle des régulateurs, dont elle a fixé les conditions d’exercice. Le statut de Conseiller en Investissement Participatif (CIP) régulé par l’AMF visant les plateformes de financement en capital et le statut d’IFP (Intermédiaire en financement Participatif) qui encadre les plateformes de prêts (aux particuliers ou aux entreprises) et soumis au contrôle de l’ACPR.

La France a ainsi voulu instituer un cadre à la fois plus souple et plus avantageux pour le financement participatif des entreprises que dans les principaux autres pays européens ou aux Etats-Unis. La réforme française s’écarte à plusieurs égards des principes qui président aux réformes américaine, italienne et britannique. En particulier:

— Les investissements des internautes (en titres et en prêts) ne sont pas plafonnés selon les ressources (revenu ou épargne) de l’individu comme dans les projets américains et britanniques: chacun reste libre de ses choix; en matière de prêts rémunérés, la réglementation impose néanmoins une limite de 2.000€ par personne et par projet;

— Les plateformes Internet et les sociétés bénéficiaires de l’investissement ou du prêt sont soumises à des obligations de transparence, mais pas à des obligations de fonds propres qui auraient créé des «barrières à l’entrée»;

— La réglementation française rend éligibles les Sociétés par Actions Simplifiées (SAS) à l’émission de titres financiers via une plateforme de ‘crowdfunding’, alors qu’il est interdit pour elles d’émettre par ailleurs des titres auprès du grand public. Compte tenu de la souplesse de ce type de véhicule et de sa large utilisation dans le monde des TPE, ceci constitue une avancée importante. Au contraire, la réforme italienne par exemple limite le ‘crowdfunding’ aux PME innovantes, avec des critères proches de la JEI.



ANALYSES & PLACEMENTS

De ce nouvel acteur: le “Crowdfunding”

— Enfin, sur une période de douze mois glissants, les entreprises ne peuvent obtenir un montant supérieur à 2.500.000€ en ‘equity’ et 1.000.000€ en ‘lending’.

Le produit d’investissement dit ‘crowdfunding’ pour les particuliers **a le vent en poupe**: la finance participative accompagne ainsi la mutation progressive de nos habitudes en matière de financement et d’allocation d’épargne. Mais il va devoir séduire les investisseurs de façon significative et durable, comparativement aux autres produits de placement. La philosophie dite collaborative et ‘friendly’, ne peut pas être suffisante ... Les questions de la **sélection des dossiers**, des **frais prélevés**, de la **rémunération promise** comparativement aux **risques pris** resteront essentielles pour l’internaute investisseur. Enfin, le modèle économique des plateformes doit se confirmer, la très grande majorité des plateformes n’ayant aujourd’hui pas encore atteint leur seuil de rentabilité. Avec des niveaux de marges très faibles, une concentration du secteur paraît inévitable.

Céline MAHINC

**Gérante Fondatrice
EDEN FINANCES**

Céline Mahinc: courtier conseils en investissement financier, opérations de banque et assurances, spécialiste de l’immobilier.

Céline Mahinc est Gérante Fondatrice du cabinet de conseils EDEN FINANCES. Elle réalise des audits patrimoniaux (suivant la méthode APG, analyse patrimoniale globale) permettant au particulier ou au chef d’entreprise d’identifier, notamment, leurs possibilités d’optimisation d’épargne et d’investissement.

Co-auteur de l’étude approfondie sur le crowdfunding immobilier «Le Crowdfunding Immobilier: son fonctionnement, ses enjeux, ses défis» (www.etudecrowdimmo.fr), publiée en déc 2015, mises à jours prévues début 2017. Etude ayant pour but de replacer le Crowdfunding immobilier dans les contextes économique, juridique et réglementaire: éléments chiffrés; approche technique par les présentation et analyse des réglementations et éléments juridiques; approche pratique mettant en exergue les avantages et inconvénients, présentation des risques; fiches d’évaluation des plateformes.

Elle intervient dans l’accompagnement, le développement, ou toute problématique financière de l’entreprise elle-même. Céline MAHINC organise ou co-organise également des événements à l’échelle locale ou nationale sur diverses thématiques relatives au financement, à l’accompagnement et au développement d’entreprise. Pour plus d’informations: www.lcentreprise.fr

Administratrice et responsable de la formation de l’Anacofi Immo, Céline MAHINC, par ailleurs enseignante (université et grandes écoles) et formatrice, conçoit et pilote des modules de formation spécialisés en immobilier, abordant notamment les caractéristiques techniques et fiscales des différents supports d’investissements.

Elle est membre des Commissions «Entreprise» et «Loueur en Meublé» de l’ANACOFI, Paris, France.



ANALYSES & PLACEMENTS

La Fed relève les taux courts et les taux longs se replient

...article de SYZ Asset Management, Membre Partenaire du GSCGI

SYZ ASSET
MANAGEMENT



1 MOIS EN
10 IMAGES

Avril 2017



**Adrien
Pichoud**
Chief Economist



**Wanda
Mottu**
Senior Analyst

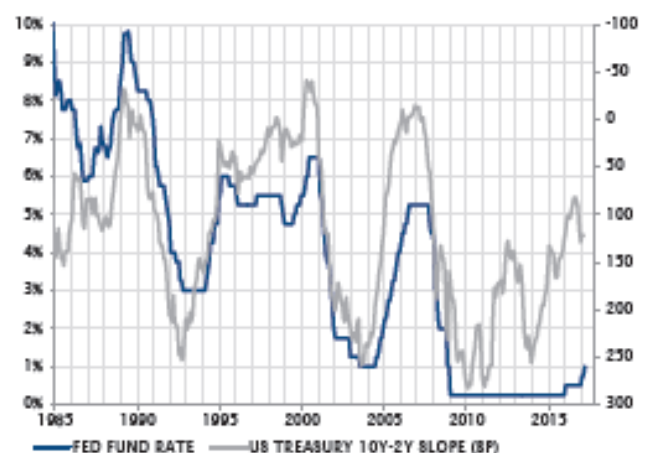


**Maurice
Harari**
Portfolio Manager

1. La Fed relève les taux courts et les taux longs se replient

- La Réserve fédérale américaine a relevé le taux des Fed Funds de 25 pb en mars, ce qui n'a guère surpris les marchés financiers étant donné que plusieurs membres de la Fed avaient largement fait allusion à une hausse les semaines précédentes. Plus surprenant toutefois est la baisse prononcée des taux sur les marchés obligataires. Ce repli pourrait tenir au maintien par la Fed d'un ton relativement prudent et à son choix de ne pas rehausser ses projections concernant les taux d'intérêt pour les années à venir.
- Une raison d'ordre plus structurel pourrait être liée à la configuration de la courbe des taux. Alors que la courbe s'aplatit d'une manière générale en parallèle du relèvement des taux de la Fed, elle s'était cette fois-ci déjà nettement aplatie bien avant que la Fed ait commencé à rehausser ses taux. Ce phénomène est probablement le reflet des anticipations à long terme de nombreux investisseurs concernant la croissance et l'inflation. Le fait que la courbe se soit déjà aplatie pourrait être le signe que la Fed a peu de raisons de relever ses taux à court terme à ce stade du cycle.
- L'aplatissement de la courbe des taux a déjà largement eu lieu.

*L'aplatissement de la courbe
des taux a déjà largement eu lieu*



Source: SYZ AM, Datastream

LE COIN TECHNIQUE

Eurostoxx50: a very bullish picture!

...article de Bruno Estier Strategic Technicals - <http://bruno.estier.net/> - bruno.estier@bluwin.ch



Last week surge in the Eurostoxx50, after the first round of French election, is put in perspective on a monthly chart, but clearly provides a bullish view. Indeed, what strikes the eye immediately is the rebound of Eurostoxx50 during the second half of 2016 on the monthly Ichimoku cloud (shown in green), as it was near

3000. It took, though, 6 months to accumulate between the cloud and the resistance 3075, before accelerating in November 2016 at the same time that his Relative strength versus S&P500 was bottoming, thus signalling a slight outperformance of Eurostoxx50. In the middle of 2016, the Relative Strength of Nikkei versus the S&P500 was also already rising as the S&P500 was underperforming both the Nikkei & the Eurostoxx50. Thus, it is important to realize that, as the Relative strength of Eurostoxx50 versus S&P500 is breaking a seven year down trendline, it signals a long period of outperformance for Europe in coming months.

In early 2017, the momentum of the Eurostoxx50 was positive, as witnessed on the lower panel of the chart by the rising monthly Stochastics into the overbought area above 80% and by the rising MACD above its zero line. The lack of divergence on the still rising Stochastique in

April 2017 shows that, currently, the rising trend has still more room on the upside. As Eurostoxx50, currently at 3583, is rising above its upper monthly Bollinger band of 3573, there is a large likelihood that the current break up will reach the major descending trendline near 3660, possibly pause a little and then extend toward former high of 2015 at 3836 before the end of 2017. Indeed, we note that the moving average of the Bollinger Bands (3164) is now turning back up and should keep rising for many months, supporting the current rise of the famous 200days moving average (near 3198 but not shown), which turned up already in November 2016. It is important to recognize that, once the Eurostoxx50 will be able to reach near the former spike area 3750-3836, many analysts will take the distance between the high at 3836 and the low near 2800 as the measurement to add on the 3836 high to target 4860, which is well above the previous high of 2007 at 4577!

Meanwhile, it is important to realize quickly that the rise last week above 3524 (the high in the last quarter of 2016) is signalling an uptrend, driven possibly by a shift in asset allocation favouring Europe and allowing an outperformance of Europe versus S&P500. This could nurture a rising trend for Eurostoxx50 toward 3836 in a few weeks, because as we have seen, the monthly timeframe has become very bullish.

Graphique:

Eurostoxx50 - Monthly Candles.

On upper panel relative strength (RS) line of eurostoxx50 versus S&P500 (black dotted line) and RS of Nikkei (orange line) versus S&P500.

On lower panel Monthly STO & MACD are rising.

Source: Stockcharts.com



LE COIN TECHNIQUE

Gold, a reflationary asset with a defensive bias

...article by Jean-Francois Owczarczak - CEO, Management Joint Trust SA - jfo@mjt.ch

The rapid rise in interest rates during H2 2016 and the concomitant fall of Gold prices did bring back memories of the 2012-2013 sell-off of the Golden metal. Yet, we believe that this time is different: while the 2012-2013 was driven by the prospects of tapering which led to a subsequent rise in real interest rates, the current environment is more reflationary with measured improvement in inflation and growth worldwide. These economic dynamics should be supportive for Gold prices over the next 12 to 18 months. We would, hence, consider Gold as a reflationary asset with a defensive twist.

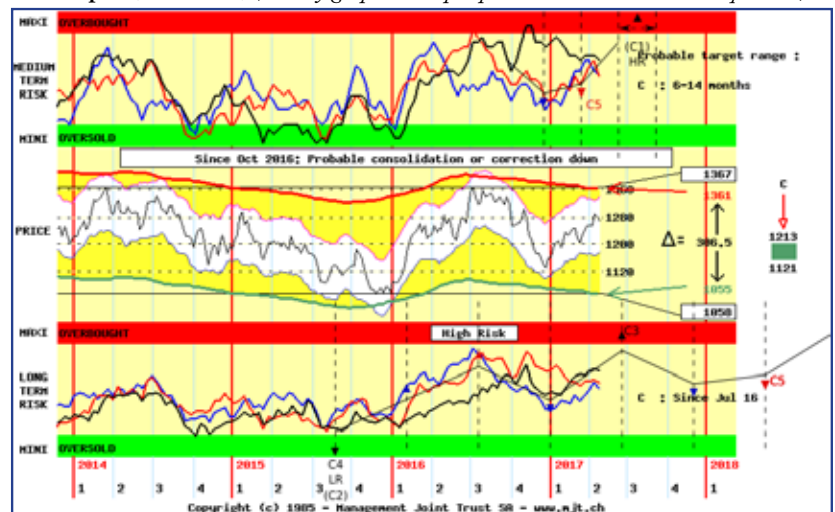


www.mjtsa.com

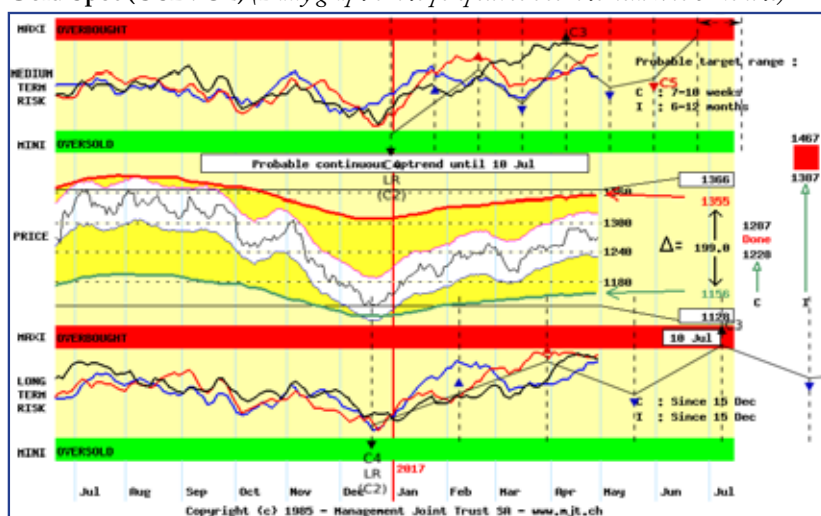


The sequences projected on both our oscillator series would see Gold in USD move up towards mid year / early Summer (lower and upper rectangles). Following that, Gold should retrace some of this move, possibly into the Autumn before moving up again towards year-end. In terms of targets, if we calculate the higher end of our corrective targets up (not shown), Gold could move up and retest last year's highs above 1'350 USD/oz. Beyond that, the next upside target range we can calculate ("I" impulsive targets range) would theoretically be above 1'500 USD/oz (levels potentially expected in 2018). In the meantime, the lower end of the "C" corrective down targets shown on the chart (right-hand scale) show the backstop levels for this uptrend (around USD 1'120/oz).

Gold Spot (USD/Oz) (Weekly graph or the perspective over the next 2 to 4 quarters)



Gold Spot (USD/Oz) (Daily graph or the perspective over the next 2 to 3 months)



According to the models we project on both our oscillator series on our Daily Gold (lower and upper rectangles), we expect a slight consolidation into the first half of May (USD 1'230 – 1'240/oz levels seem to offer worthwhile support: trend-line from December and previous support/resistance levels achieved during February and March). Following that, a new acceleration up could materialize towards June and possibly midyear. Once the resistance of our "C" corrective targets up is taken out (above USD 1'290/oz), the next level of targets, "I" impulsive up point to a range between USD 1'391/oz and 1'471/oz (right-hand scale).

Concluding remarks — Following a slight retracement down into early May, we would expect Gold to remain quite strong until mid year. In terms of targets, we would first need to clear USD 1'290/oz. Above that, the next levels of targets we can calculate would lead us to retest 2016 highs (around US 1'370/oz).

For more information on our services and methodology, please visit www.mjtsa.com or contact us.

All opinions, news, research, analyses, prices or other information in the article above are provided as general market commentary and do not constitute any financial advice.

France and the Benefits of a Little Dictatorship

by Andrew Roberts

[...] He was only in his 30s when he came to power, defeating a sinister ultraright group that threatened to wreck France. Well read and intelligent, he had had the finest education France offered and made the best of it. He had high ambitions for the unity of Continental Europe and France's foremost place in it, and looked upon a newly isolated Britain with scarcely concealed irritation bordering on contempt. He contemplated military action... [...]

[...] Both Emmanuel Macron and Napoleon Bonaparte fit this description perfectly, assuming that Mr. Macron beats Marine Le Pen of the National Front in the final round of the French elections on May 7, rather as Napoleon crushed the Bourbon royalists in the decade after their attempted coup in 1795. Even Ms. Le Pen's attack on her opponent as someone who does not love France echoes the Bourbons' portrayal of Napoleon as a Corsican outsider... [...]

[...] Of course the “democratic revolution” that Mr. Macron says he hopes will elect him is far removed from the military coup that propelled Napoleon to power in November 1799 and kept him there until 1815. But like Napoleon, Mr. Macron, who calls himself a pragmatic centrist, says he will transcend the left-right partisanship that has so bedeviled French politics over recent decades... [...]

Read more: <https://www.nytimes.com/2017/04/28/opinion/sunday/france-and-the-benefits-of-a-little-dictatorship.html?rref=collection%2Fspotlightcollection%2Feditorials-and-opeds-about-world-news&r=0>

Source: *The New York Times* - April 28, 2017

CFB

Now There's an ETF That Tracks the ETF Industry

by Chris Dieterich

[...] To be clear, this isn't an 'ETF' that owns other ETFs. Rather, it's a derivative of stocks that benefit from the production and proliferation of derivatives. [...]

[...] The financial advice business is quickly moving toward a model that incentivizes advisers to use ETFs to help keep management fees as low as possible. Consultancy PwC forecasts that North American ETF assets will more than double, to \$5.9 trillion, by 2021. [...]

Read more: <https://blogs.wsj.com/moneybeat/2017/04/20/now-theres-an-etf-that-tracks-the-etf-industry/>

Source: *The Wall Street Journal*—Apr. 20, 2017

CFB

The Expensive Ingredient of Cheap ETFs

by Jason Zweig

[...] The costs of trading are one of the worst destroyers of investment returns. [...]

[...] In a study just published in the Financial Analysts Journal, portfolio manager Antti Petajisto of LMR Partners, a London-based hedge fund, looked at approximately 1,800 ETFs between 2007 and 2014. He wanted to see how often, and how much, their market prices differed from the value of their underlying assets. [...]

[...] “I was surprised both by how large and how common these differences are,” says Mr. Petajisto. Even if you trade only a few times a year, “your ETF portfolio could easily be costing you 1% or 2% and you might not even know it.” He estimates that the hidden costs of trading ETFs exceed \$18 billion annually... [...]

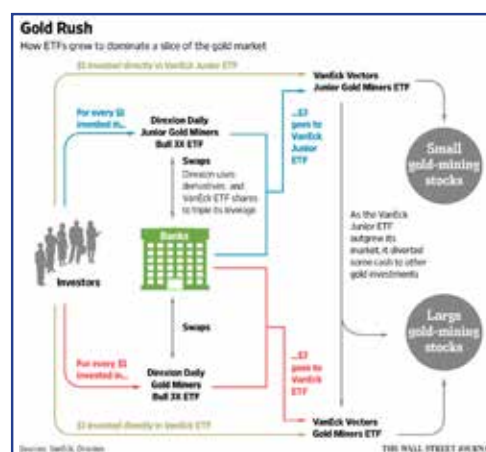
Read more: <https://blogs.wsj.com/moneybeat/2017/04/14/the-expensive-ingredient-of-cheap-etfs/>

Source: *The Wall Street Journal*—Apr. 14, 2017

CFB

How a \$1.4 Billion ETF Gold Rush Rattled Mining Stocks Around the World ... *by A. Loder & C. Dieterich*

[...] In the past six months, waves of money rushed into a \$20 billion complex of interlinked ETFs that invest in gold-mining companies. ... the funds' growth triggered price



igrations in gold stocks from Sydney to Toronto, at a time when the price of gold was largely flat. [...]

[...] In the past decade, ETFs have been blamed for unusual price swings in oil, utility stocks and high-yield debt. [...]

Read more: <https://www.wsj.com/articles/how-a-1-4-billion-etf-gold-rush-rattled-mining-stocks-around-the-world-1492948804>

Source: *The Wall Street Journal*—Apr. 23, 2017

CFB

Année record quant au nombre de communications reçues par le MROS

L'année 2016 représente une nouvelle année record quant au nombre de communications reçues par le MROS. Avec 2909 communications de soupçons, soit une moyenne de 11 cas par jour ouvrable, les intermédiaires financiers ont sollicité le MROS environ 23 % de plus que lors de l'exercice précédent...

Tout comme le nombre de communications, le montant des valeurs patrimoniales que celles-ci impliquent a aussi atteint un chiffre inédit jusque-là: 5,3 milliards de francs...



1 Préface

L'année 2016 représente une nouvelle année record quant au nombre de communications reçues par le MROS. Avec 2909 communications de soupçons, soit une moyenne de 11 cas par jour ouvrable, les intermédiaires financiers ont sollicité le MROS environ 23 % de plus que lors de l'exercice précédent.

La forte augmentation des communications de soupçons en vertu du droit de communiquer se confirme. Il s'agit d'une tendance observée depuis 2010, mais qui s'est fortement accentuée ces trois dernières années. Dans l'année sous revue, le droit de communiquer a été utilisé 1827 fois. L'abaissement du seuil de soupçon, dont il est question au quatrième chapitre de ce rapport, pourrait avoir une influence sur cette augmentation. À cela s'ajoute une sensibilité toujours plus élevée des intermédiaires financiers, qui transmettent des communications de qualité au MROS. Le taux de transmission des communications de soupçons aux autorités de poursuite pénale est comparable à l'année précédente, soit environ 70% des communications reçues par le MROS. Ce taux doit toutefois être relativisé vu que, pour la première fois, le MROS n'a pas pu traiter toutes les communications de soupçons à la fin de l'exercice annuel. En effet, 487 communications de soupçons, essentiellement basées sur le droit de communiquer, seront traitées courant 2017. Le taux de transmission aux autorités de poursuite pénale pour les communications reçues en 2016 n'est donc pas définitif. Le MROS a aussi fait davantage usage de la compétence de demander des informations aux intermédiaires financiers qui n'ont pas communiqué de soupçon: il leur a adressé presque 100 demandes de plus que l'année précédente. Cette compétence a permis de renforcer les capacités d'analyse du MROS avant l'éventuelle transmission des communications aux autorités de poursuite pénale.

Tout comme le nombre de communications, le montant des valeurs patrimoniales que celles-ci impliquent a aussi

atteint un chiffre inédit jusque-là: 5,3 milliards de francs. Environ un tiers de ce montant résulte de 15 communications importantes, qui se divisent à leur tour en deux tiers adressées selon le droit de communiquer et un tiers selon l'obligation de communiquer.

En ce qui concerne les infractions préalables, l'escroquerie revient en tête de liste. Elle avait laissé cette place à la corruption lors de l'exercice précédent. Cette dernière infraction continue toutefois d'augmenter en chiffres absolus. L'obligation de communiquer pour négociants a été introduite dans la LBA le 1^{er} janvier 2016. Toutefois, le MROS n'a pas reçu de communication de ce type pendant l'année sous revue.

L'année 2016 a aussi été celle de l'examen de la Suisse par ses pairs dans le cadre du Groupe d'action financière (GAFI). Le MROS a participé activement à cette évaluation. L'organisation et l'activité du Bureau de communication ont été jugées entièrement conformes à la recommandation 29 du GAFI. Une faiblesse a toutefois été détectée concernant la collaboration internationale du MROS. En effet, le Bureau de communication ne peut s'adresser aux intermédiaires financiers sur la base d'une information reçue d'un homologe étranger. L'art. 11a, al. 2, LBA autorise le MROS à s'adresser à un intermédiaire financier uniquement sur la base d'une communication de soupçons émanant d'un autre intermédiaire financier suisse. Il arrive ainsi que des informations importantes que le MROS reçoit de ses homologues étrangers ne puissent pas être utilisées en Suisse.

Enfin, en 2016, le MROS a publié un recueil de toutes les prises de positions qui figurent dans ses différents rapports annuels. Ce recueil, intitulé « La pratique du MROS », et la poursuite des formations et conférences destinées aux intermédiaires financiers font partie de la mission du MROS, visant notamment à sensibiliser la place financière aux différentes problématiques et nouvelles tendances en matière de lutte contre la criminalité financière.

Berne, mars 2017

Stiliano Ordolli, docteur en droit
Chef du Bureau de communication en matière
de blanchiment d'argent MROS

Département fédéral de justice et police DFJP
Office fédéral de la police fedpol, État-major
Division Bureau de communication en matière
de blanchiment d'argent MROS

2 Statistique annuelle du MROS

2.1 Tableau récapitulatif du MROS 2016
Résumé de l'exercice 2016 (1.1.2016–31.12.2016)

| Nombre de communications | 2016 Absolu | 2016 Relatif | +/- | 2015 Absolu | 2015 Relatif |
|---|----------------|-----------------|--------|----------------|-----------------|
| Total des communications reçues | 2 909 | 100.0% | 22.9% | 2 367 | 100.0% |
| Transmises aux autorités de poursuite pénale | 1 726 | 59.3% | 0.1% | 1 724 | 72.8% |
| Non transmises | 696 | 23.9% | 8.2% | 643 | 27.2% |
| En cours de traitement | 487 | 16.8% | | | |
| Type d'intermédiaire financier | | | | | |
| Banques | 2 502 | 86.0% | 15.9% | 2 159 | 91.2% |
| Prestataires de services de paiement | 129 | 4.4% | 122.4% | 58 | 2.5% |
| Fiduciaires | 45 | 1.6% | -6.3% | 48 | 2.0% |
| Gérants de fortune / Conseillers en placement | 64 | 2.2% | 42.2% | 45 | 1.9% |
| Avocats | 5 | 0.2% | -16.7% | 6 | 0.3% |
| Assurances | 89 | 3.1% | 641.7% | 12 | 0.5% |
| Entreprises de cartes de crédit | 21 | 0.7% | 61.5% | 13 | 0.5% |
| Casinos | 14 | 0.5% | 366.7% | 3 | 0.1% |
| Négociants en devises | 3 | 0.1% | N/A | 0 | 0.0% |
| Négociants en valeurs mobilières | 3 | 0.1% | 0.0% | 3 | 0.1% |
| Autres | 21 | 0.7% | 200.0% | 7 | 0.3% |
| Opérations de crédit, de leasing, d'affacturage et de financement à forfait | 10 | 0.3% | 42.9% | 7 | 0.3% |
| Courtiers en matières premières et métaux précieux | 3 | 0.1% | -50.0% | 6 | 0.3% |
| Sommes impliquées en francs (Montant des valeurs patrimoniales au moment de la communication) | | | | | |
| Montant total | 5 320 801 413 | 100.0% | 10.2% | 4 827 331 635 | 100.0% |
| Montant des communications transmises | 2 515 571 959 | 47.3% | -29.4% | 3 564 058 681 | 73.8% |
| Montant des communications non transmises | 1 836 543 941 | 34.5% | 45.4% | 1 263 272 954 | 26.2% |
| Montant des communications en cours de traitement | 968 685 512 | 18.2% | N/A | 0 | 0.0% |
| Montant moyen des communications (total) | 1 829 083 | | | 2 039 430 | |
| Montant moyen des communications (transmises) | 1 457 458 | | | 2 067 319 | |
| Montant moyen des communications (non transmises) | 2 638 713 | | | 1 964 655 | |
| Montant moyen des communications (en cours de traitement) | 1 989 087 | | | 0 | |

GLOBAL EVENTS

Les membres du GSCGI bénéficient de 50% de réduction
sur le frais d'accès au Forum

Nouveau format: 'on invitation only'

Contact: Kevin Roulet, Chief Forum Coordinator ...
kroulet@cifango.org



CONVENTION OF INDEPENDENT
FINANCIAL ADVISORS

A Non-Profit Foundation

A Non-Governmental Organization in general consultative status
with the Economic and Social Council of the United Nations

30 MAI - 1 JUIN, 2017
HOTEL HERMITAGE
MONACO

15^{ème} FORUM INTERNATIONAL DE LA CIFA

**“OUTSIDERS” AU POUVOIR:
VONT-ILS DÉMOLIR LE MODÈLE EXISTANT?
QUEL NOUVEAU MODÈLE PROPOSENT-ILS?**

Participation exceptionnelle de Hauts Représentants:
des Nations Unies - ECOSOC - G77 - G20 - ICC - EU
et de la Fondation Ethique et Economie, Académie des Sciences
Morales et Politiques, Paris



en partenariat avec: Les Echos

Programme du Forum et informations: kroulet@cifango.org
www.cifango.org

AGENDA OF GSCGI's MONTHLY CONFERENCES

EINLADUNG / ANMELDUNG

Lunch-Konferenz am 9. Mai 2017

Wir möchten Sie und Ihre Begleitung herzlich zu unserer Lunch-Konferenz einladen. Die Veranstaltung findet in Zürich statt, in Zusammenarbeit mit der **Cornèr Bank AG, Partner Mitglied des SVUF**, und **EVOLIDS FINANCE** ...



www.evolids.com

www.cornèr.ch

Folgende Hauptpräsentation wird thematisiert, die bei der aktuellen Lage ein grosses Interesse in der Welt der Vermögensverwalter, Investmentfonds und Finanz-Analysten findet:

Der Reverse-Convertible: Ein andauernder Erfolg!



Patrick Oberhaensli ist Gründer und Geschäftsführer der EVOLIDS FINANCE LLC, einem unabhängigen Schweizer Finanzdienstleistungsunternehmen. Nach seiner Ausbildung als Ingenieur an der ETH Lausanne hat sich Patrick auf die Finanzbranche fokussiert (u.A. durch Weiterbildungen: CFA, FRM, CMT, ACI Diplom und ERP). EVOLIDS spezialisiert sich auf quantitatives Investment Advisory und massgeschneiderte Weiterbildungen im Finanzbereich. Im Kern beinhalten die Investment Advisory Services die quantitative Vermögensallokation sowie das Risikomanagement von Portfolios.

PROGRAMM

Datum **Dienstag, 9. Mai 2017**
ORT Bellerive au Lac Steigenberger, Utoquai 47, 8008 Zürich, Switzerland
12h00 Empfang und Networking-Apero
12h30 Konferenz mit anschliessender Q&A Runde
13h00 Beginn Mittagessen
14h00 Ende der Konferenz

Verpflegung und Getränke
wurden grosszügigerweise
von der Cornèr Bank offeriert

Wir bitten Sie, sich bis zum 6. Mai 2017 per email anzumelden: secretariat@gscgi.ch

* * *

May 9, 2016/Zürich — **Orateur:** *as above indicated*, CORNER BANK, Membre Partenaire du GSCGI

May 18, 2016/Geneva — **Assemblée Générale** du GSCGI

June 16, 2016/Geneva — **Orateur:** *tba*

* * *

Réservez ces dates!

Les thèmes de Conférence sont communiqués par invitation et sur le site du Groupement — www.gscgi.ch

Non-Membres bienvenus — Inscrivez-vous!

LA REUNION MENSUELLE DU GSCGI

2017, April 28 — Geneva: Le reverse convertible: un succès persistant

...article de Cosima F. Barone



PATRICK OBERHAENSLI

Fondateur et CEO

EVOLIDS FINANCE



Patrick Oberhaensli est le fondateur et CEO d'EVOLIDS FINANCE Sàrl, société suisse indépendante et innovatrice spécialisée dans le conseil en investissement quantitatif et la formation spécialisée en finance. Il débuta sa carrière auprès d'une grande banque suisse, où il a occupé des postes à responsabilités dans l'Audit Interne, l'Investment Banking et l'Institutional Advisory. Il a également été Head of Institutional Sales Switzerland chez un leader néerlandais de l'Asset Management. Fort d'une expérience professionnelle de plus de 24 ans, Patrick Oberhaensli a acquis une large expérience dans de multiples domaines tels que les dérivés/produits structurés, les stratégies quantitatives et les méthodes de valorisation ainsi que dans les investissements alternatifs. Patrick est titulaire d'un Master du Swiss Federal Institute of Technology et est également détenteur de différents diplômes avec notamment le CFA, le CMT, le FRM, le PRM, l'ACI Diploma et l'ERP.

Toujours fidèles, depuis de multiples années, au caractère didactique de nos conférences, nous avons organisé sous l'égide du Groupement et du 'sponsorship' de Cornèr Banca SA, Membre Partenaire, la 4ème conférence de 2017 sur le thème du "reverse convertible", un produit financier assez complexe, considéré comme une solution complémentaire pour la gestion optimale du portefeuille. Le présentateur, **MONSIEUR PATRICK OBERHAENSLI** (Fondateur et CEO d'EVOLIDS FINANCE LLC), a également relevé l'aspect très important de la 'suitability', que tout gestionnaire et investisseur ne doit jamais ignorer quand il étudie les choix de produits d'investissement d'une certaine difficulté, comme le 'reverse convertible'. Cela implique en particulier que le Conseiller en Placements soit formé en conséquence sur les dérivés. N'est-ce pas là un bel exemple de l'importance que le GSCGI attribue à la 'formation continue' de ses membres et de tout acteur du monde financier, vu que nos conférences sont ouvertes à toute la place financière? Cette conférence aura lieu, en allemand, le 9 mai prochain à Zürich.

Le 'reverse convertible' répond à un réel besoin des marchés financiers, affirme Monsieur Patrick Oberhaensli, et il existe depuis bientôt 20 ans. C'est un produit structuré qui permet l'augmentation du rendement lorsque l'investisseur a une vue stagnante du sous-jacent (et non... 'directionnelle'), mais il ne doit être utilisé que dans le cadre d'un portefeuille diversifié, étant donné que l'investisseur est synthétiquement 'long' le sous-jacent à un certain niveau (lorsque celui-ci perd de la valeur, le reverse convertible en perd aussi).



Le 'reverse convertible' a vu le jour en Suisse dans une grande banque et a été un succès dès le début. C'est la réponse à un besoin étudié et une solution technique concrétisée par l'expert financier. Le reverse convertible est un produit structuré ... en fait simple, dit-il, avec notamment la suppression de l'effet de levier. Le premier 'reverse convertible' en USD était basé sur l'action Philip Morris et a fonctionné comme 'souhaité', répondant ainsi à la 'vue' des investisseurs. Il est en particulier utile lorsque l'action sous-jacente a un prix plus ou moins stagnant sur une longue période (ou du moins à terme par rapport au début), car au moyen d'un 'reverse convertible'

Sponsor de cette conférence:

CORNÈR



Membre Partenaire du GSCGI

...cont'd on page 23

LA REUNION MENSUELLE DU GSCGI

2017, April 28 — Geneva: Le reverse convertible: un succès persistant

...article de Cosima F. Barone

l'investisseur 'encaisse', en effet, un coupon accru des primes d'options 'reçues'. Évidemment, le risque de marché du sous-jacent et le risque d'émetteur sont présents, des risques auxquels les investisseurs institutionnels, tels que les fonds de pension, sont bien familiarisés.

Monsieur Patrick Oberhaensli insiste sur le profil optionnel équivalent à un 'short put' 'capitalisé'; en d'autres termes, le montant total en 'cash' est apporté dès le début. Cette stratégie, en effet, annihile pratiquement le risque de crédit provenant de l'investisseur. Ce dernier peut aussi, simultanément, mettre sur le marché un 'call warrant' sur le même sous-jacent, simplifiant ainsi le 'hedging'. En outre, les caractéristiques de rendement du 'reverse convertible' pourraient bien en être améliorées.

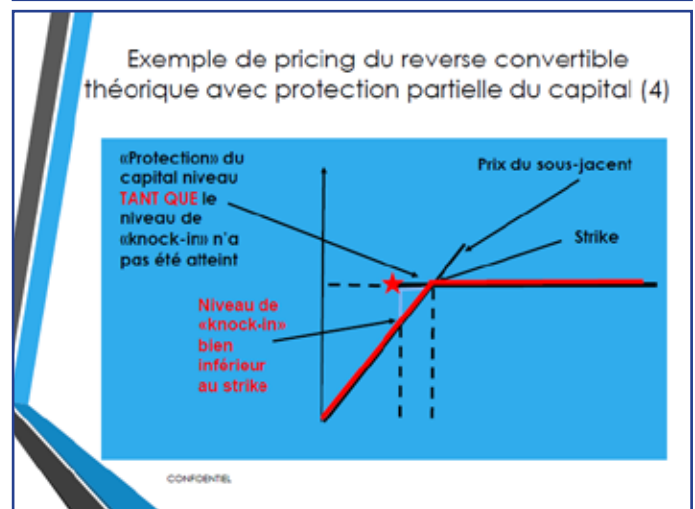
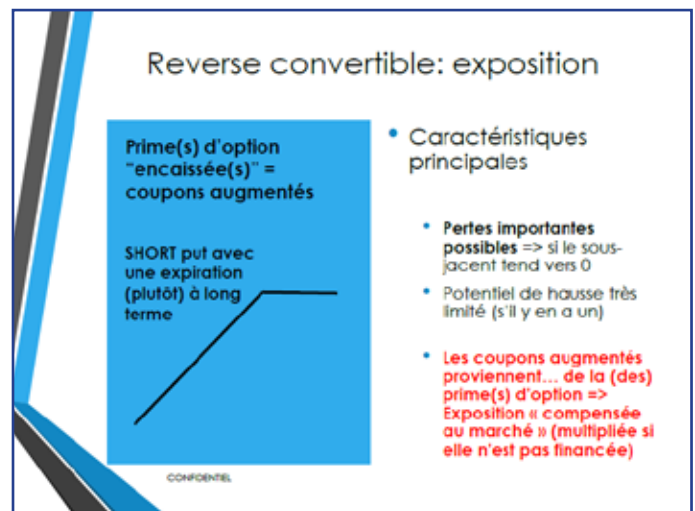
Les sous-jacents possibles d'un reverse convertible sont multiples. Au delà de l'action individuelle, il y a aussi les index actions et matières premières, les obligations, et bien d'autres.

Monsieur Patrick Oberhaensli se concentre alors sur la présentation d'un exemple théorique de 'pricing' du reverse convertible avec protection partielle du capital: un cas plus compliqué que celui du reverse convertible conventionnel avec une option exotique (voir infographie en haut à droite).

Monsieur Patrick Oberhaensli montre ensuite que les opportunités de 'reverse convertible' sont disponibles dans divers marchés d'actions - que ce soit au niveau de régions, de secteurs ou de styles différents - et ce indépendamment du régime de basse volatilité 'général' des pays développés. Aussi un 'reverse convertible' peut être complété/remplacé par d'autres produits structurés si la vue de l'investisseur évolue (de stagnant à bullish par exemple, avec un call warrant), soulignant ainsi la nécessité d'adopter une approche de portefeuille (à l'opposé d'une approche par type de produit).

En conclusion, Monsieur Patrick Oberhaensli nous donne une idée de l'importance du 'reverse convertible' en Suisse. En se basant sur des statistiques de la BNS (banque centrale), il indique que les 'yield enhancement products' atteignent, en janvier 2017, 53 milliards de Francs Suisses sur les 187 milliards des produits structurés dans leur totalité. Le 'reverse convertible' est vraisemblablement assuré d'un futur prospère étant donné sa flexibilité de construction et les possibilités de développements futurs.

Un sujet complexe, mais bien expliqué à notre parterre de Genève. Cette présentation aura lieu en allemand à Zürich le 9 mai mai prochain.



BOOK REVIEW

MARTIN LUTHER: Renegade and Prophet

by Lyndal Roper



“*Sermon on Indulgences and Grace*” was the first in a series of passionate pamphlets that first piqued the interest of a wide public, and then formed a popular movement.”

“It is inevitable that the anniversary of the Reformation would bring forth a flood of new publications. “Martin Luther: Renegade and Prophet” is undoubtedly one of the best and most substantial.”

“‘You can’t turn the sword into a feather, or make peace out of war: The Word of God is a sword.’ This was a principle from which he (Luther) never deviated.”

Read more: <https://www.nytimes.com/2017/04/14/books/review/martin-luther-renegade-and-prophet-lyndal-roper.html?rref=collection%2Fsectioncollection%2Fbook-review>

* * *

The Oxford Historian said...

“In October 1517, Martin Luther posted his Ninety-Five Theses to a church door in Wittenberg. He was protesting against the practice of selling of indulgences, which were used to grant sinners exemption from purgatory. In contrast, Luther believed that people must feel real penitence for their sins and could not buy their way out of God’s punishment.”

Read more: https://www.history.ox.ac.uk/sites/default/files/history/documents/media/martin_luther.pdf

* * *

A New Biography of Martin Luther Reveals the Life Beyond the Theses?

by ANDREW PETTEGREE, *The New York Times*, April 14, 2017

“Five hundred years ago an obscure German academic issued a public invitation to a theological debate. In 1517, Martin Luther was an unknown academic in search of a cause. Only a few years later, he was the most published author in the history of Christendom. By the time of his death in 1546, the church was riven into competing confessions, Protestant and Catholic, with consequences we still live with today.”

“Luther ... was not a particularly well-known or well-regarded author. He had published virtually nothing and was teaching at a not particularly distinguished university, tucked away in northeastern Germany. His 95 Theses had a smoldering anger that might have raised eyebrows in more sophisticated academic circles, but they were written in Latin, the language of scholarly debate. In 1518, he responded to his critics not in Latin, but in German. His

Professor Lyndal Roper, University of Oxford...

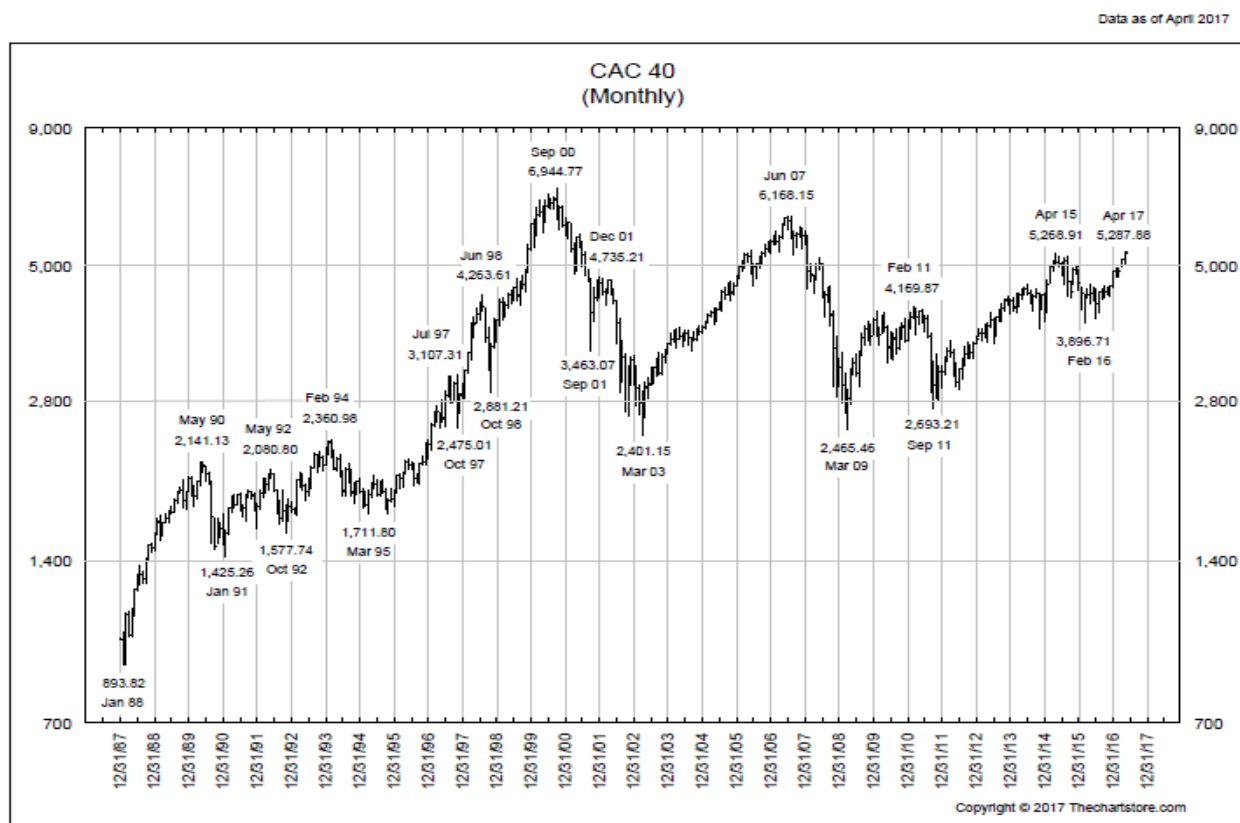
“When Martin Luther nailed a sheet of paper to the church door of a small university town on 31 October 1517, he set off a process that changed the Western world for ever. Luther’s ideas spread like wildfire. His attack on the Church soon convulsed Germany, divided Europe and polarised people’s beliefs. They triggered decades of religious persecution, social unrest and war. And in the long run, his ideas paradoxically helped break the grip of religion in every sphere of life. But the man who started the Reformation was deeply flawed. He was a religious fundamentalist, a Jew-hater and a political reactionary. He was a fervent believer who was tormented by doubt, a brilliant writer who shaped the German language and a vicious and foul-mouthed polemicist. ... In this first historical biography for many decades, distinguished historian Lyndal Roper gives us a flesh-and-blood figure, warts and all. She reveals the often contradictory psychological forces that drove Luther forward – insecurity and self-righteousness, anger and humility – and the dynamics they unleashed which turned a small act of protest into a battle against the power of the Church.”

Read more: <https://www.history.ox.ac.uk/article/lyndal-roper-martin-luther-renegade-and-prophet-bodley-head>



CLIN D'OEIL À L'HISTOIRE

FRANCE: Emmanuel Macron, l'homme providentiel 'en marche'?



Les media nationaux et internationaux acclament ainsi le dernier arrivé dans le monde politique français. Le peuple français va élire le 7 mai son nouveau Président ... ou pas. Pour certains, il faut absolument faire barrage à Marine Le Pen, l'autre candidate à la présidence de la deuxième économie de la zone Euro, qui pourrait mettre en danger la survie de la monnaie unique. Dans ce cas, le rejet de Marine Le Pen ne peut en aucun cas confirmer une "réelle" élection d'Emmanuel Macron. L'élection du Président français est-elle importante pour le marché financier? Le CAC40, quelle histoire nous raconte-t-il? Le graphique 'mensuel' montré ci-dessus (1987-2017) nous indique un marché financier français certes à la hausse, ayant doublé depuis son plus bas niveau de septembre 2011, mais dépourvu de conviction. Il ne semble pas prêt à entamer une hausse substantielle, alors que le risque d'une baisse reste réel. Peu importe qui sera élu(e) le 7 mai, le CAC40 n'aura pas de 'choc' ... considérant que la BCE maintient son 'QE' mensuel (€60 milliards par mois) et ne semble pas prête à une hausse des taux dans un proche futur (impact direct sur le coût de la dette publique française). *Graphique historique: courtesy of www.thechartstore.com*



Cosima F. BARONE, FINARC SA
Membre du Conseil du GSCGI,
www.finarc.ch -- c.barone@finarc.ch

LA PAROLE EST A VOUS

Le Conseil du GSCGI et le Comité de Rédaction de "The IFA's Wealth Gram" invitent les Membres et Partenaires du Groupement à partager leur expérience et connaissance avec les collègues en fournissant des articles sur des thèmes divers: (a) actualité, (b) techniques de gestion, (c) analyse fondamentale, technique et globale, (d) fiscalité, (e) régulation, etc. Annoncez et adressez vos écrits à wealthgram@gscgi.ch le plus rapidement possible. Les non-Membres également peuvent fournir des articles et sponsoriser **Wealth Gram**.

SOUHAITEZ-VOUS ÊTRE LE SPONSOR D'UN PROCHAIN NUMÉRO MENSUEL?

RÉSERVEZ SANS TARDER LE NUMÉRO QUI VOUS INTÉRESSE!

wealthgram@gscgi.ch

LE SPONSOR DE MAI 2017

CIFA — CONVENTION OF INDEPENDENT FINANCIAL ADVISORS

www.cifango.org



creation is in place, it fosters more **inclusive economic growth**.

To ensure worldwide “**Eradicating poverty in all its forms and dimensions**” we need more financial, fiscal, economic and political stability as well as more entrepreneurial freedom. Instead of worldwide prosperity, overregulation and over-taxation are now impeding creativity and wealth creation by promoting rent extraction in favor of a very few.

In this regard, we share an **inclusive economic growth** approach where development is based on increasing the pace of new job creation, and not substituting new job creation by more social benefits. CIFA encourages investors to target sectors, which are more prone to create new productive employment opportunities which, in return, will generate more added-value and community enrichment.

CIFA welcomes the 2017 theme of ECOSOC and the fact that ECOSOC has “*recognized the importance of a more representative civil society participation in its policy decision-making and operational fora*”. CIFA will certainly heed ECOSOC’s call and accept to further contribute to the definition of new global partnership in order to help achieve the 2030 development Agenda.

Last October in NYC, CIFA had the privilege to contribute with the Group of 77 Workshop’s on: “*Strategies for advancing work on a new debt workout mechanism building on the UNGA process*”. This Workshop gave us an opportunity to establish the parameters for a closer partnership on the new SDGs and on the 2030 UN Agenda. CIFA will continue these discussions in its own Annual Forum Congress in Monaco, on 30-31 May and 1st June 2017 under the theme: “*Outsiders in Power: Will*

they tear the existing model? What new model do they propose?” which aims to respond to the current ECOSOC Theme.

IN SUMMARY

The following objectives for a global system of financial intermediation would seem advisable in order “*to eradicate poverty in all its form and dimensions through promoting sustainable development, expanding opportunities and addressing related challenges*”:

- 1) Finance must support the real economy.
- 2) Profits from finance must reflect real contribution to growth and wealth creation.
- 3) The financial industry could better focus its talents if the systemic aspect of the present structures would be eliminated.
- 4) Governments have a responsibility to structure financial markets so as to eliminate rent extraction from the system.

To ensure worldwide prosperity, we need more financial, economic and political stability, as well as more entrepreneurial freedom. Instead of worldwide prosperity, overregulation and overtaxation have compromised creativity and wealth creation by promoting rent extraction in favor of a very few. It should be the business of the United Nations, the international community and private organizations like CIFA to seriously address this critical challenge of ensuring that the citizens of our respective countries can continue to eradicate poverty through wealth creation, to enjoy the benefits of capitalism and not just its costs.

**“CIFA, with its core principles of defending the investor’s rights,
is the only NGO addressing poverty and all the segments of the economy,
be it developed, in development or not developed,
in a constructive, wealth creating sustainable approach”**